

## Quatre lycéens interpellés après avoir braqué deux enseignants

Yohan Blavignat

3-4 minutes

---

VIDÉO - Le 4 octobre dernier, quatre lycéens, âgés de 16 ans, ont braqué, a priori avec des armes factices, deux de leurs professeurs au lycée Robert-Schuman du Havre. Ils ont été interpellés et placés en garde à vue, ce jeudi, après que le proviseur a porté plainte.

Après l'indignation suscitée par le [braquage d'une enseignante par un élève à Créteil](#) le 18 octobre dernier, une affaire similaire semble s'être déroulée dans un lycée du Havre, en Normandie. Selon des informations du [Parisien](#) et de [Ouest France](#), quatre lycéens, nés en 2002, ont été interpellés par la police et placés en garde à vue, ce jeudi, pour avoir braqué, début octobre, deux de leurs professeurs au [lycée Robert-Schuman](#).

» **LIRE AUSSI** - [Le lycéen braquant son enseignante avec une arme factice a été mis en examen](#)

«Ils auraient exhibé des armes, a priori factices, dans le couloir de l'établissement», a expliqué le procureur de la République, François Gosselin, aux journalistes de *Ouest France*. Les auditions étaient toujours en cours ce jeudi soir, mais les faits pourraient constituer «un comportement de menaces avec arme», a précisé le parquet. Toujours selon le quotidien régional, des pistolets en plastique auraient été découverts lors des perquisitions aux domiciles des jeunes suspects.

Dans un premier temps, l'affaire avait été réglée en interne, mais le proviseur du lycée a décidé de saisir la justice le 22 octobre dernier après la médiatisation des faits à Créteil. Contacté par *Le Figaro*, ce dernier n'a pas souhaité faire de commentaires.

### Jean-Michel Blanquer dévoile ses mesures

Plus de policiers aux abords des écoles, du personnel formé aux

questions de sécurité, une évaluation du «climat scolaire»...: le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a détaillé, ce jeudi soir, les pistes contre la violence à l'école qu'il doit présenter vendredi avec son homologue de l'Intérieur. Le ministre entend «aider les établissements à développer un climat scolaire exempt de violence et de harcèlement», en instaurant des «équipes qui interviennent quand l'établissement se sent affaibli» ou en créant des «équipes mobiles de sécurité» - des personnels de l'Éducation nationale qui reçoivent une formation en matière de sécurité. En ce qui concerne les abords des lycées et collèges, Jean-Michel Blanquer veut renforcer la présence des forces de l'ordre aux abords des établissements, mais aussi avoir un «suivi des élèves dits 'poly-exclus'» et des «institutions spécialisées pour ceux qui perturbent la vie des établissements».

» **LIRE AUSSI** - [Quatre enseignantes témoignent des violences scolaires](#)

Depuis l'agression à Créteil, des milliers d'enseignants ont depuis réagi sur Twitter [en partageant leur expérience des violences à l'école sous le hashtag #pasdevague](#), citant de nombreux exemples de cas étouffés selon eux par leur hiérarchie. [L'élève a été mis en examen pour «violences aggravées» dimanche soir.](#)

Emmanuel Macron avait demandé dès samedi soir que soient prises «toutes les mesures» pour que ce type d'incident ne se reproduise pas, jugeant «inacceptable» de menacer un professeur. Mercredi, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a suggéré de placer l'adolescent ayant braqué sa professeure dans un centre éducatif fermé, un type d'établissements dont le gouvernement veut accroître le nombre.